

1993, chapitre 107

**LOI MODIFIANT LA LOI CONCERNANT LES SERVICES DE  
SANTÉ DU QUÉBEC ET CONCERNANT SSQ, MUTUELLE DE  
GESTION ET SSQ, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-VIE INC.**

---

**Projet de loi 262**

présenté par M. Réjean Doyon, député de Louis-Hébert

Présenté le 19 mai 1993

Principe adopté le 18 juin 1993

Adopté le 18 juin 1993

**Sanctionné le 18 juin 1993**

---

**Entrée en vigueur: le 18 juin 1993**

---

**Loi modifiée:**

Loi concernant Les Services de Santé du Québec (1991, chapitre 102)







## CHAPITRE 107

### **Loi modifiant la Loi concernant Les Services de Santé du Québec et concernant SSQ, Mutuelle de gestion et SSQ, Société d'assurance-vie inc.**

*[Sanctionnée le 18 juin 1993]*

**Préambule** ATTENDU qu'en vertu du chapitre 102 des lois de 1991, Les Services de Santé du Québec a été transformée en une mutuelle de gestion et en une compagnie d'assurance à capital-actions ayant respectivement les dénominations sociales suivantes: SSQ, Mutuelle de gestion et SSQ, Société d'assurance-vie inc.;

Qu'il est dans l'intérêt de ces deux corporations que des modifications soient apportées à leur organisation corporative;

Que les administrateurs de SSQ, Mutuelle de gestion ont adopté le 25 février 1993, par vote unanime, une résolution approuvant la réorganisation proposée de la corporation;

Que les administrateurs de SSQ, Société d'assurance-vie inc. ont adopté le 25 février 1993, par vote unanime, une résolution approuvant la réorganisation proposée de la société;

Que les membres de SSQ, Mutuelle de gestion ont adopté unanimement le 26 avril 1993 une résolution approuvant la réorganisation proposée de leur corporation;

Que les actionnaires de SSQ, Société d'assurance-vie inc. ont unanimement adopté le 26 avril 1993 une résolution approuvant la réorganisation proposée de la société;

## LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1991, c. 102,  
a. 2, ab. **1.** L'article 2 de la Loi concernant Les Services de Santé du Québec (1991, chapitre 102) est abrogé.

1991, c. 102,  
aa. 10 et  
11, ab. **2.** Les articles 10 et 11 de cette loi sont abrogés.

1991, c. 102,  
a. 13, mod. **3.** L'article 13 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du nombre « 30 000 000 » par le nombre « 150 000 000 ».

1991, c. 102,  
a. 13.1, aj. **4.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 13, du suivant:

Droit d'un  
premier  
refus « **13.1** Tout transfert d'actions avec droit de vote de la compagnie d'assurance à capital-actions doit faire l'objet d'un droit de premier refus au bénéfice des autres actionnaires, détenteurs d'actions avec droit de vote, de cette compagnie.

Répartition  
d'actions  
au prorata Si plus d'un actionnaire signifie son intention de se porter acquéreur des actions qui font l'objet du transfert et que de ce fait le nombre d'actions à acquérir excède le nombre d'actions à transférer, ces dernières actions sont réparties entre ces actionnaires au prorata de la détention de chacun dans l'ensemble du capital-actions émis et payé qu'ils détiennent. Un actionnaire qui n'a pas signifié son intention de se prévaloir de son droit de premier refus dans les 15 jours de la réception d'un avis à cet effet est présumé renoncer à ce droit.

Priorité  
aux rési-  
dents du  
Québec Le ministre peut, s'il le juge opportun, avant d'autoriser tout attribution ou enregistrement d'un transfert d'actions avec droit de vote ayant pour effet de conférer, directement ou indirectement, le contrôle de la compagnie d'assurance à capital-actions à des non-résidents et aux personnes qui leur sont liées, demander à la compagnie d'assurance à capital-actions de lui démontrer que ces actions ont été offertes prioritairement à des personnes qui résident au Québec et subsidiairement à des personnes qui ne sont pas des non-résidents, mais qu'aucune offre n'a été faite ou n'était acceptable.

Interpré-  
tation Pour les fins du présent article, une personne réside au Québec:

1° dans le cas d'une personne physique, si elle réside au moins 183 jours par année au Québec;

2° dans le cas d'une corporation, si elle a été constituée ou continuée au Québec ou si elle est contrôlée par une telle personne physique ou une telle corporation. ».

1991, c. 102,  
a. 15.1, aj. **5.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, de l'article suivant:

Société  
fermée « **15.1** La compagnie d'assurance à capital-actions est une société fermée au sens de l'article 5 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1). ».

1991, c. 102,  
a. 18, mod. **6.** L'article 18 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Participa-  
tion « Son objet est de détenir, directement ou par l'entremise d'une société de portefeuille ou de toute autre personne morale, une participation dans la compagnie d'assurance à capital-actions. ».

1991, c. 102,  
a. 19, remp. **7.** L'article 19 de cette loi est remplacé par les suivants:

Usage des  
dividendes « **19.** Les dividendes en espèces versés à la mutuelle de gestion ne peuvent servir qu'à payer les dépenses inhérentes au fonctionnement de la mutuelle de gestion, à effectuer des placements, sous toute forme, dans la société de portefeuille ou dans la compagnie d'assurance à capital-actions ou à revaloriser les contrats d'assurance des membres de la mutuelle de gestion.

Investis-  
sements La mutuelle de gestion peut toutefois, temporairement, se livrer aux investissements visés à l'article 245.0.1 de la Loi sur les assurances et à ceux visés aux règles de placement des biens appartenant à autrui prévues au Code civil du Bas-Canada, comme le ferait en pareilles circonstances une personne prudente et raisonnable, agissant avec honnêteté et loyauté dans le meilleur intérêt des membres.

État des  
dépenses « **19.1** Un état ventilé des dépenses inhérentes au fonctionnement de la mutuelle de gestion doit être soumis aux membres, à l'assemblée générale annuelle des membres de la mutuelle de gestion. ».

1991, c. 102,  
a. 30.1, aj. **8.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 30, du chapitre suivant:

#### « CHAPITRE IV.1

##### « SOCIÉTÉ DE PORTEFEUILLE

Droit de  
premier  
refus « **30.1** Tout transfert d'actions avec droit de vote de la société de portefeuille doit faire l'objet d'un droit de premier refus au bénéfice des autres actionnaires, détenteurs d'actions avec droit de vote, de cette société.

Répartition  
d'actions  
au prorata

Si plus d'un actionnaire signifie son intention de se porter acquéreur des actions qui font l'objet du transfert et que de ce fait le nombre d'actions à acquérir excède le nombre d'actions à transférer, ces dernières actions sont réparties entre ces actionnaires au prorata de la détention de chacun dans l'ensemble du capital-actions émis et payé qu'ils détiennent. Un actionnaire qui n'a pas signifié son intention de se prévaloir de son droit de premier refus dans les 15 jours de la réception d'un avis à cet effet est présumé renoncer à ce droit.

Priorité  
aux rési-  
dents du  
Québec

Le ministre peut, s'il le juge opportun, avant d'autoriser tout attribution ou enregistrement d'un transfert d'actions avec droit de vote ayant pour effet de conférer, directement ou indirectement, le contrôle de la société de portefeuille à des non-résidents et aux personnes qui leur sont liées, demander à la société de portefeuille de lui démontrer que ces actions ont été offertes prioritairement à des personnes qui résident au Québec et subsidiairement à des personnes qui ne sont pas des non-résidents, mais qu'aucune offre n'a été faite ou n'était acceptable.

Interpré-  
tation

Pour les fins du présent article, une personne réside au Québec :

1° dans le cas d'une personne physique, si elle réside au moins 183 jours par année au Québec ;

2° dans le cas d'une corporation, si elle a été constituée ou continuée au Québec ou si elle est contrôlée par une telle personne physique ou une telle corporation. ».

1991, c. 102,  
aa. 31 à  
34, ab.  
1991, c. 102,  
a. 35, mod.

**9.** Les articles 31 à 34 de cette loi sont abrogés.

**10.** L'article 35 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Cessation  
d'existence

« **35.** Lorsque la mutuelle de gestion se départit de la participation qu'elle détient dans la compagnie d'assurance à capital-actions, elle doit se liquider. » ;

2° par l'abrogation du troisième alinéa.

1991, c. 102,  
aa. 36, 37  
et 38, ab.  
Entrée en  
vigueur

**11.** Les articles 36, 37 et 38 de cette loi sont abrogés.

**12.** La présente loi entre en vigueur le 18 juin 1993.